

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL SYNDICAL

* * *

Budget EAU POTABLE

OBJET : AVENANT N°1 AU CONTRAT DE DSP EAU POTABLE DE CROUSEILLES

Date de la Convocation : 08/12/2020

L'an deux mille vingt, le seize décembre à 18h30 le Conseil Syndical, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à Soumoulou, après convocation légale sous la présidence de Alain TREPEU.

Etaient Présents : Mme M. ROCHE, PERSONNE, JOUVIN, TRUCO, CAZABAN-CARRAZE, TEULE, DUBERTRAND, GOMEZ, MILET, LAGRAVE, BELLANGER, DIAS, JOUBERT, ANTIN, PATACQ, NICOLAU, FLANDE, CHASTAIN, PONTICO M, MARQUEZ, GUILHAMAT, COSTE, LACAZE P, LACAZE J, BERLANGA, DESSERE, SCHNEIDER, DUPUY, PONTICO P, BRIERE, PRAT, CAZENAVE, MAUHOURAT, CORRAL, LAGAHE, COURADE, LAHON, CAPELLE, BREQUE, LACABANNE, LARRAZABAL, PERE, MARCARIE, LAHONDA, CASTETS, BLANCHAIS, AGUERRE, SEBAT, TREPEU, CAMPARDON.

Absents et excusés : Les autres délégués

Procuration :

Secrétaire de Séance : M. LARRAZABAL Didier

Nombre de voix présentes : 50

Nombre de voix en exercice : 81

Nombre de voix ayant pris part à la décision : 50

M. le Président explique à l'assemblée que la gestion du service est assurée dans le cadre de plusieurs contrats de délégation de service public, fruit de l'historique de chaque périmètre :

- Ex SMEAVO à effet du 01/01/2017 et à échéance du 31/12/2026, confié à la société SATEG,
- Ex Vic Bilh (Lembeye et Enclaves) à effet du 01/01/2017 et à échéance du 31/12/2022, confié à la société SATEG,
- Ex Montaner à effet du 01/01/2011 et à échéance du 31/12/2022, confié à la société SATEG,
- Ex Crouseilles à effet du 01/01/2011 et à échéance du 31/12/2022, confié à la société VEOLIA Eau.

Les clauses des contrats présentent des différences importantes.

Le SEABB souhaite, dans l'objectif de tendre vers une égalité de traitement des usagers réaliser une harmonisation de certaines clauses des contrats portant sur :

- Les dates de relevé des compteurs, de facturation et de reversement de la part collectivité,
- L'actualisation des tarifs,
- Les règlements de service applicables.

Il convient de plus d'intégrer aux différents contrats les modifications des conventions de fourniture d'eau en gros telles qu'elles résultent des modifications de périmètre et apportées par la collectivité.

L'économie générale des contrats et leur échéance ne sont pas modifiées.

Monsieur le Président demande donc à l'assemblée de bien vouloir l'autoriser à signer l'avenant ci annexé.

OÙI L'EXPOSE DE MONSIEUR LE PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL SYNDICAL :

- AUTORISE le Président à signer l'avenant n°1 ci annexé avec VEOLIA pour le secteur de Crouseilles

Ainsi fait et délibéré, les : jour, mois et an que dessus.

Au registre ont signés les membres présents,

Pour extrait conforme,

LE PRESIDENT,
Alain TREPEU

trepeu syndicat
eau et assainissement
béarn bigorre

**DEPARTEMENT DES PYRENEES-ATLANTIQUES
DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES**

**SYNDICAT d'EAU et d'ASSAINISSEMENT BEARN
BIGORRE**

**DELEGATION PAR AFFERMAGE DU SERVICE DE
DISTRIBUTION D'EAU POTABLE
(Périmètre CROUSEILLES)**

Avenant n° 1

ENTRE :

Le Syndicat d'Eau et d'Assainissement BEARN BIGORRE, représenté par son Président, Monsieur **Alain TREPEU**, dûment accrédité à la signature des présentes par délibération du Conseil Syndical en date du **16/12/2020** désignée dans le texte qui suit par l'appellation "**le SEABB**",

d'une part,

ET :

La Société VEOLIA Eau- Compagnie Générale des Eaux, Société en Commandite par actions dont le siège social est à PARIS (75008) 21 rue de la Boétie, Représentée par M Philippe BERNAT, Directeur du Territoire Pyrénées-Gascogne, agissant au nom et pour le compte de la Société, désignée dans le texte qui suit par l'appellation « **Le Déléataire** » ;

d'autre part.

PREAMBULE

Le SEABB est issu de la fusion du SMEAVO, du SIAEP du Vic Bilh, lui-même issu de la fusion des SIAEP de Lembeye, de Montaner et des Enclaves et du SIAEP de Crouseilles.

La gestion du service est assurée dans le cadre de plusieurs contrats de délégation de service public, fruit de l'historique de chaque périmètre :

- Ex SMEAVO à effet du 01/01/2017 et à échéance du 31/12/2026, confié à la société SATEG,
- Ex Vic Bilh (Lembeye et Enclaves) à effet du 01/01/2017 et à échéance du 31/12/2022, confié à la société SATEG,
- Ex Montaner à effet du 01/01/2011 et à échéance du 31/12/2022, confié à la société SATEG,
- Ex Crouseilles à effet du 01/01/2011 et à échéance du 31/12/2022, confié à la société VEOLIA Eau.

Les clauses des contrats présentent des différences importantes. Le SEABB souhaite, dans l'objectif de tendre vers une égalité de traitement des usagers réaliser une harmonisation de certaines clauses des contrats portant sur :

- Les dates de relevé des compteurs, de facturation et de reversement de la part collectivité,
- L'actualisation des tarifs,
- Les règlements de service applicables.

Il convient de plus d'intégrer aux différents contrats les modifications des conventions de fourniture d'eau en gros telles qu'elles résultent des modifications de périmètre et apportées par la collectivité.

L'économie générale des contrats et leur échéance ne sont pas modifiées.

Article 1. REGLEMENT DU SERVICE

Le règlement du service annexé au contrat à effet du 1^{er} janvier 2017 est remplacé par le règlement du service annexé aux présentes.

Article 2. TARIF DE BASE DE LA PART DELEGATAIRE

Les dispositions de l'Article 58 du contrat à effet du 1^{er} janvier 2011 sont remplacées par ce qui suit :

La rémunération du Déléataire est la contrepartie des obligations mises à sa charge par le contrat.

La rémunération du Déléataire résulte de l'application du tarif de base suivant :

ABONNEMENT = partie fixe annuelle en euros, hors taxes en fonction du diamètre du compteur du branchement, par branchement, logement ou local professionnel dans le cas d'immeubles collectifs :

Diamètre de compteur	Abonnement annuel
Quelque soit le diamètre du compteur	28,45 € HT

PARTIE PROPORTIONNELLE = prix en euros hors taxes par mètre cube consommé

Tranche de consommation	Prix au mètre cube
Quelle que soit la consommation	1,1378 €HT

Les tarifs de base sont définis à la date du 1^{er} janvier 2021

Article 3. EVOLUTION DE LA REMUNERATION DU DELEGATAIRE

L'Article 59 du contrat à effet du 1^{er} janvier 2011 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Pour tenir compte de l'évolution des coûts, le tarif de base de la part du Déléataire est indexé annuellement en application de la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times (0,59 \text{ k1} + 0,41 \text{ k2})$$

- où P_0 est le tarif de base et P_n est le tarif qui s'applique au 1^{er} décembre 2020 puis au 1^{er} janvier de l'année n à partir du 1^{er} janvier 2022,

$$\text{avec } k1 = 0,15 + 0,38 \frac{ICHTE_n}{ICHTE_0} + 0,15 \frac{TP10a_n}{TP10a_0} + 0,25 \frac{FD_n}{FD_0} + 0,07 \frac{Im_n}{Im_0}$$

$$\text{avec } k2 = \frac{Pa_n}{Pa_0}$$

avec la somme des pondérations respectives des coefficients k1 et k2 égale à 1,

dans lesquelles :

ICHTE	indice du coût horaire du travail, production distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets, charges salariales comprises, base 100 au 01/12/2008
TP10a	index national de prix travaux publics « canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau » avec fourniture de tuyaux, base 100 au 01/01/2010
FD	Indice frais divers, base 100 au 01/01/2010
IM	Indice de réactualisation des actifs matériels dans la construction, base 1 au 01/01/2010
Pa	Prix d'achat d'eau moyen hors taxes et hors redevances agence de l'eau

Les coefficients k seront arrondis au dix millième le plus proche (4 décimales), les calculs intermédiaires seront menés au cent millième le plus proche (5 décimales).

Indices de base : valeurs des paramètres ci-dessus connus le 1^{er} octobre 2020, définies comme suit :

Indice	Valeur	Publication de référence
ICHT-E	118,7	MTPB Internet 17/07/2020
TP10a	110,3	MTPB Internet 25/09/2020
FD	104	MTPB Internet 25/09/2020
IM	1,1394	MTPB Internet 25/09/2020
Pa ₀	0,4927 Prix moyen d'achat d'eau tel que détaillé ci-dessous et calculé en annexe	

Indices annuels ICHT-E, TP10a ; FD et IM : valeurs des paramètres connues le 1^{er} octobre précédent l'année n (publiés au site internet du Moniteur).

Les tarifs ainsi indexés sont arrondis à deux décimales pour la partie fixe et à quatre décimales pour la partie proportionnelle.

Le Délégué fournit au SEABB les tarifs révisés avec le détail du calcul de la formule de variation et le calcul du coefficient applicable au bordereau des prix chaque année et au plus tard 30 jours avant la période d'application des nouveaux tarifs.

En cas de changement de base d'un indice de la formule d'indexation, le raccordement est effectué par le système de la double fraction appliqué sur les valeurs au dernier mois de publication commune.

Dans le cas où l'un des paramètres définis ci-dessus cesserait d'être publié, les parties se mettent d'accord pour lui substituer un ou des paramètres équivalents par un échange de lettres avec accusé de réception.

Prix moyen d'achat d'eau Pa n : Le prix Pa résultant des différents approvisionnements sera constitué par le prix d'achat à chaque collectivité pondéré par les volumes respectifs d'achat ramené au volume total acheté. Dans le cas d'une modification éventuelle des approvisionnements principaux faisant suite à la

réalisation de travaux le cas échéant, le Délégataire s'engage à calculer le prix d'achat d'eau Pa en le pondérant au vu des nouvelles conditions tarifaire et de quantités respectives par fournisseur.

Dans tous les cas, le Délégataire fournira les justificatifs détaillés à l'appui du calcul de Pa et en particulier les factures détaillées d'achats d'eau.

Le prix moyen d'achat d'eau Pa n est déterminé chaque année comme suit :

$$Pa = \frac{[(Vol\ achats\ SEABB\ Lembeye \times tarifs\ SMNEP/0,75 + Vol\ achats\ SEABB\ Lembeye \times tarifs\ délégataire\ SEABB\ Lembeye + Location\ compteur\ SEABB\ Lembeye) + Vol\ achats\ SMNEP \times tarif\ SMNEP + Vol\ achats\ LGL \times tarifs\ LGL\ (collectivité\ et\ délégataire) + abonnement\ LGL]}{Vol\ achats\ SEABB\ Lembeye + vol\ achats\ SMNEP + Vol\ achats\ LGL}$$

Avec :

	Valeur prise en compte le 1 ^{er} novembre n-1 pour l'année N
Vol achats SEABB Lembeye	Volume N-2
Vol achats SMNEP	Volume N-2
Vol achats LGL	Volume N-2
Tarifs SMNEP	Tarif connu pour l'année N-1
Tarifs délégataire et location de compteur SEABB Lembeye	Tarifs délégataires connus pour l'année N-1 Tarif SMNEP connu pour l'année N-1
Tarifs LGL et abonnement LGL	Tarifs connus pour l'année N-1

Les tarifs sont hors redevance de prélèvement de l'agence de l'eau Adour Garonne.

Ce calcul de Pa est substitué à celui défini à l'article 80 du contrat.

Article 4. MODALITE DE FACTURATION

L'Article 56 a) du contrat à effet du 1^{er} janvier 2011 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« Les frais liés à la facturation sont à la charge du Délégataire.

Le Délégataire est tenu de percevoir les droits, taxes et redevances institués par la loi pour le compte de l'Etat et d'organismes publics.

La période de consommation correspond à la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre.

Les volumes consommés sont constatés annuellement en fin d'année.

Il est facturé à chaque abonné :

Au 1^{er} juillet de l'année N : un abonnement (partie fixe de la facturation), dont le montant correspond au 1^{er} semestre de l'année N ainsi qu'une estimation de la consommation basée sur 50% de la consommation de l'année précédente,

Au 1^{er} janvier de l'année N+1 : un abonnement (partie fixe de la facturation), dont le montant correspond au 2^{eme} semestre de l'année N ainsi que le solde de la consommation annuelle déduction de l'estimation antérieure, à la suite du relevé des compteurs.

Afin d'assurer une transition progressive par rapport à la situation actuelle (relevé en octobre et facturation en mai et novembre), la facturation sera réalisée les 1^{er} juin et 1^{er} décembre 2020 puis les 1^{er} juillet 2021 et 1^{er} janvier 2022. Le relevé des compteurs sera effectué en novembre 2020 puis en décembre 2021 »

Article 5. PART COLLECTIVITE

L'Article 57 du contrat à effet du 1^{er} janvier 2011 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Le Déléataire est tenu de percevoir pour le compte du SEABB auprès des abonnés la part s'ajoutant à sa rémunération propre.

Le montant de cette part est fixé par délibération du SEABB qui le notifie au Déléataire 30 jours au moins avant la période de facturation. En l'absence de cette notification, le montant fixé pour l'année précédente est reconduit.

La part revenant au SEABB est reversée dans les conditions suivantes :

- Le 1^{er} septembre de l'année N (2 mois après l'émission de la facturation de juillet) : 45% des sommes encaissées au titre de l'année N-1
-
- Le 1^{er} mars de l'année N+1 (2 mois après l'émission de la facturation de janvier) 45% des sommes encaissées au titre de l'année N-1
-
- Le 1^{er} avril de l'année (N+1) : Le solde des montants encaissés au titre des primes fixes et des consommations de l'année précédente N après accord du SEABB sur le compte présenté par le Déléataire conformément aux dispositions du chapitre VI du contrat.

Conformément à la possibilité offerte par l'article 289 I- 2 du Code Général des Impôts, la Collectivité donne mandat au Déléataire d'émettre matériellement en son nom et pour son compte les factures correspondant à la part de la Collectivité que doit lui reverser le Déléataire dans le cadre du contrat de délégation. Les factures émises par le Déléataire comporteront la mention selon laquelle elles sont matériellement émises par le Déléataire au nom et pour le compte de la Collectivité. À cet effet, la mention « auto facturation » y sera apposée.

Cette facture devra comporter notamment :

- Le montant et l'assiette des factures aux usagers émises pour chaque période d'abonnement ou de consommation,
- le détail des montants encaissés reversés en distinguant abonnement et part proportionnelle ainsi que chaque période d'abonnement ou de consommation,

La Collectivité est la seule responsable de ses obligations en matière de facturation, ainsi que de la déclaration et du paiement de la TVA auprès de l'administration fiscale. La Collectivité s'engage expressément :

- à communiquer au Déléataire la liste complète des informations en sa possession devant figurer sur les factures exigées par la réglementation fiscale et économique et notamment le numéro de TVA intracommunautaire qui lui a été délivré par les services fiscaux lors de son identification à la TVA ;
- à signaler toute modification dans les mentions concernant son identification ;
- à réclamer le double des factures qui ne lui seraient pas parvenues.

Le Déléataire respectera les dispositions légales et réglementaires définies par le Code Général des Impôts et par la réglementation économique (article L 441-3 et suivants du Code du Commerce). Sa responsabilité ne pourra pas être recherchée dans l'hypothèse d'une communication incomplète ou inexacte par la Collectivité des éléments permettant l'établissement des factures.

Il est acté entre les parties que les notifications peuvent être valablement effectuées par voie électronique.

Le non-respect des dates de facturation aux abonnés par le délégataire n'entraîne pas de décalage dans l'assiette de calcul des acomptes et dans les dates de reversement.

Toute somme non versée à ces dates portera intérêt au taux légal, majoré de deux points.

Au moment de chaque reversement de la part collectivité, le Délégataire fournit au SEABB un avis détaillant le montant du reversement, en distinguant les parts correspondant à chaque type de redevance.

Article 6. CLAUSES NON CONTRAIRES

Toutes les clauses du contrat à effet du 1^{er} janvier 2011 non contraires aux présentes restent et demeurent avec leur plein effet.

Article 7. DATE D'EFFET

Le présent avenant est applicable à compter de sa date de réception par le représentant de l'Etat.

Article 8. DOCUMENTS ANNEXES

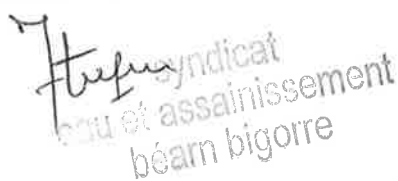
Sont annexés aux présentes :

- Règlement du service et annexes
- Conventions de fourniture d'eau (Périmètre Crouseilles)
- Détail du calcul du prix de base d'achat d'eau PAo

A SOUMOULOU, le ...21/12/2020...

Pour le SEABB

Pour Veolia Eau


Syndicat
eau et assainissement
béarn bigorre

Annexe 1

Règlement du service et annexes

DEPARTEMENT DES PYRENEES ATLANTIQUES

SYNDICAT EAU ASSAINISSEMENT BEARN BIGORRE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL SYNDICAL

* * *

Budget EAU POTABLE

OBJET : REGLEMENT DE SERVICE EAU POTABLE

Date de la Convocation : 03/03/2020

L'an deux mille vingt, le dix Mars à 18h30 le Conseil Syndical, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à, après convocation légale, sous la présidence de M LASSEGUES Hubert

Etaient Présents :

BARDIN, CANTOUNET, PERSONNE, TRUCO, CAZABAN-CARRAZE, THIOU-LOCHET, TEULE, DUBERTRAND, POUTS, PALAZO, AGNES, SANSOT, VIGNEAU, LAGRAVE, LASSEGUES, DIEU, THEAS-LABAN, MOURA, PATACQ, MONDAT, JOUCLA, MARQUEZ, LAFITTE, HURBAIN, CAILLABET, COSTE, PEBAYLE, JANTROY, DESSERRE, ARGEL, SCHNEIDER, ROMAO, BEGUE, LOUSTAU, CAPDEVIELLE, PRAT, REISCH, CARPENTIER-CHAMPROUX, SOUQUET, LAGAHE, COURADES, CAPDEVIELLE, LARRAZABAL, PERE, PECARRERE, LAHONDA, BLANCHAIS, PAULIEN, TREPEU, CAMPARDON, PEYRE.

Absents et excusés : Les autres délégués

Nombre de voix présentes : 51

Nombre de voix en exercice : 85

Nombre de voix ayant pris part à la décision : 86

M. POUTS donne Pouvoir à M. TEULE

M. le Président explique à l'assemblée que la gestion du service est assurée dans le cadre de plusieurs contrats de délégation de service public, fruit de l'historique de chaque périmètre :

- Ex SMEAVO à effet du 01/01/2017 et à échéance du 31/12/2026, confié à la société SATEG,
- Ex Vic Bilh (Lembeye et Enclaves) à effet du 01/01/2017 et à échéance du 31/12/2022, confié à la société SATEG,
- Ex Montaner à effet du 01/01/2011 et à échéance du 31/12/2022, confié à la société SATEG,
- Ex Crouseilles à effet du 01/01/2011 et à échéance du 31/12/2022, confié à la société VEOLIA Eau.

A chacun de ces contrats est annexé un règlement de service eau potable différent et certaines clauses ne sont plus en accord avec la réglementation en vigueur. Il est important de les lisser en rédigeant un règlement de service identique à chaque contrat et pour chaque abonné du SEABB.

Monsieur le Président explique que ce règlement a été présenté aux délégataires et réalisé avec notre Assistant à Maitrise d'ouvrage 2AE.

OUI L'EXPOSE DE MONSIEUR LE PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL SYNDICAL :

- **APPROUVE** le règlement eau potable ci joint.
- **DECIDE** qu'il sera diffusé à tous les nouveaux abonnés du service par courrier, qu'il sera envoyé dans toutes les communes et qu'il sera disponible sur le site internet du SEABB.


Ainsi fait et délibéré, les : jour, mois et an que dessus.

Au registre ont signés les membres présents,

Pour extrait conforme,

LE PRESIDENT,

Hubert LASSEGUES

 syndicat
et assainissement
béarn bigorre

Envoyé en préfecture le 29/12/2020

Reçu en préfecture le 29/12/2020

Affiché le



ID : 064-200081396-20201216-50_2020_12-DE

REGLEMENT DU SERVICE DE L'EAU POTABLE



Le règlement du service désigne le document établi par le Syndicat Eau Assainissement Béarn Bigorre (SEABB) et adopté par délibération du ___/___/___ ; il définit les obligations mutuelles de la Collectivité, de l'Exploitant du service et de l'abonné.

Dans le présent document :

- **Vous** désigne l'abonné c'est-à-dire toute personne, physique ou morale, titulaire du contrat d'abonnement au Service de l'Eau. Ce peut être : le propriétaire ou le locataire ou l'occupant de bonne foi ou la copropriété représentée par son syndic.
- la **Collectivité** désigne le SEABB en charge du Service de l'Eau.
- l'**Exploitant du service** désigne le cas échéant l'entreprise à qui la Collectivité a confié par contrat l'approvisionnement en eau potable des abonnés desservis par le réseau dans les conditions du présent règlement de service et dont les coordonnées figurent en annexe.
- Le **contrat de Délégation de Service Public** désigne le contrat conclu entre la Collectivité et l'Exploitant du service. Il définit les conditions d'exploitation du Service de l'Eau.

1 Le Service de l'Eau

Le Service de l'Eau désigne l'ensemble des activités et installations nécessaires à l'approvisionnement en eau potable (production, traitement, distribution et contrôle de l'eau, service abonnés).

1.1 La qualité de l'eau fournie

L'Exploitant du Service est tenu de vous fournir une eau potable présentant constamment les qualités imposées par la réglementation en vigueur sauf lors de circonstances exceptionnelles dûment justifiées (force majeure, travaux, incendie). L'eau distribuée fait l'objet d'un contrôle régulier dont les résultats officiels sont affichés en mairie et vous sont communiqués au moins une fois par an avec votre facture sous forme de synthèse.

Vous pouvez contacter à tout moment l'Exploitant du service pour connaître les caractéristiques de l'eau.

L'Exploitant du service est tenu d'informer la Collectivité de toute modification de la qualité de l'eau par rapport aux exigences de la réglementation en vigueur.

1.2 Les engagements du distributeur d'eau

En livrant l'eau chez vous, l'Exploitant du service s'engage à mettre en œuvre un service de qualité et :

- mettre à votre disposition la possibilité de souscrire un abonnement de façon dématérialisée ou par téléphone ou par courrier ou par réception à l'accueil,
- assurer un contrôle régulier de l'eau ;
- vous informer régulièrement sur la qualité de l'eau ainsi qu'en cas de dégradation ponctuelle de la qualité de l'eau ;
- offrir une assistance technique 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour répondre aux urgences survenant sur le réseau public avec un délai garanti d'intervention d'un technicien dans **un délai de 2 heures** les jours ouvrés en horaire normal et **4 heures** les nuits, week-end et jours fériés en cas d'urgence ;
- mettre à votre disposition un accueil téléphonique **du lundi au vendredi au moins de 09h00 à 18h00** (prix d'un appel local).

et répondre à toutes vos questions par téléphone, courrier ou Internet qu'il s'agisse de questions sur la qualité de l'eau ou du service, votre branchement ou sur votre facture dans un délai maximum de **15 jours** ;

- mettre à votre disposition un accueil physique à l'**adresse indiquée sur votre facture : Du lundi au vendredi au moins de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00**

- vous proposer un rendez-vous dans un délai maximum de **8 jours** ouvrés, en réponse à toute demande pour un motif sérieux et en rapport avec le service de distribution de l'eau potable et respecter les horaires de rendez-vous fixés à votre domicile dans une plage horaire de **4 heures** au maximum ;
- vous fournir un devis pour l'installation d'un nouveau branchement d'eau dans un délai de **8 jours** au maximum ;
- réaliser les travaux de votre nouveau branchement d'eau dans un délai maximum de **30 jours** après acceptation du devis et obtention des autorisations administratives

- mettre en service votre alimentation en eau lorsque vous emménagez et que le branchement est existant et assurer de même une fermeture de branchement à votre demande, en cas de départ dans un délai de **1 jour ouvré** jours au maximum.

Ces garanties sont susceptibles d'évoluer pour mieux répondre à vos attentes.

1.3 Les règles d'usage de l'eau et des installations

En bénéficiant du Service de l'Eau, vous vous engagez à respecter les règles d'usage de l'eau.

Ces règles vous interdisent :

- d'utiliser l'eau autrement que pour votre usage personnel. Vous ne devez pas en céder, sauf en cas d'incendie ou momentanément en cas d'incident de fourniture,
- d'utiliser l'eau pour d'autres usages que ceux déclarés lors de la souscription de votre contrat ;
- de prélever l'eau directement sur le réseau par un autre moyen que le branchement ou à partir des appareils publics.

De même, vous vous engagez à respecter les conditions d'utilisation des installations mises à votre disposition. Ainsi, vous ne pouvez pas :

- modifier vous-même l'emplacement de votre compteur et, le cas échéant, des équipements nécessaires au relevé à distance, en ôter les bagues de scellement ;
- porter atteinte à la qualité sanitaire de l'eau du réseau public, en particulier par les phénomènes de retour d'eau, ou par aspiration directe sur le réseau public ;
- manœuvrer les appareils du réseau public, y compris les robinets sous bouche à clé ;
- relier entre elles des installations hydrauliques qui sont alimentées par des branchements distincts, et en particulier relier un puits ou forage privé ou des installations de réutilisation d'eaux de pluie ou d'eaux usées aux installations raccordées au réseau public ;
- utiliser les canalisations d'eau du réseau public (ou d'un réseau intérieur relié au réseau public) pour la mise à la terre d'appareils électriques.

Le non-respect de ces conditions peut entraîner des poursuites à votre encontre.

Dans le cas de dommages aux installations ou de risques sanitaires, l'alimentation en eau est immédiatement interrompue afin de protéger l'intégrité et la santé des autres consommateurs.

Si, après la fermeture de l'alimentation en eau, vous n'avez pas suivi les prescriptions de l'Exploitant du service ou présenté des garanties suffisantes dans le délai fixé qui ne peut être inférieur à 8 jours, votre contrat est résilié et votre compteur déposé.

1•4 Les interruptions du service

L'Exploitant du service est responsable du bon fonctionnement du service. A ce titre, et dans l'intérêt général, il peut être tenu de réparer ou modifier les installations d'alimentation en eau, entraînant ainsi une interruption de la fourniture d'eau.

Dans toute la mesure du possible, l'Exploitant du service vous informe des interruptions du service quand elles sont prévisibles (travaux de réparations ou d'entretien), au plus tard **48 heures** avant le début de l'interruption.

Pendant tout arrêt d'eau, vous devez garder vos robinets fermés, la remise en eau intervenant sans préavis.

L'Exploitant du service ne peut être tenu pour responsable d'une perturbation de la fourniture d'eau due à un cas de force majeure.

En cas d'interruption de la fourniture d'eau excédant **48 heures**, la partie fixe de la facture (abonnement) est réduite au prorata de la durée de l'interruption.

En cas d'incendie ou d'exercice de lutte contre l'incendie, les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans préavis sans que vous puissiez faire valoir un droit à dédommagement

1•5 Les modifications prévisibles et restrictions du service

Dans l'intérêt général, la Collectivité peut autoriser l'Exploitant du service à modifier le réseau public ainsi que la pression de l'eau. Dès lors que les conditions de distribution sont modifiées, l'Exploitant du service doit vous informer, sauf cas de force majeure, des motifs et des conséquences correspondantes.

En cas de force majeure ou de pollution de l'eau, l'Exploitant du service a le droit d'imposer, à tout moment, en liaison avec la Collectivité et les autorités sanitaires, une restriction de la consommation d'eau ou une limitation des conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires.

1•6 La défense contre l'incendie

La manœuvre des robinets sous bouche à clé, des bouches et poteaux d'incendie est réservée à l'Exploitant du service et au service de lutte contre l'incendie.

2 Votre contrat

Pour bénéficier du Service de l'Eau, c'est-à-dire être alimenté en eau potable, Vous devez souscrire un contrat d'abonnement au Service de l'Eau.

2•1 La souscription du contrat

Le contrat d'abonnement peut être souscrit par le propriétaire, le locataire ou l'occupant de bonne foi, ou le syndicat de copropriétaires représenté par son syndic.

Pour souscrire un contrat, il vous suffit d'en faire la demande par téléphone ou par écrit (courrier ou internet) auprès de l'Exploitant du service.

Vous recevez un contrat d'abonnement, le règlement du service, les conditions particulières de votre contrat comprenant les tarifs en vigueur, un dossier d'information sur le Service de l'Eau et les modalités d'exercice du droit de rétractation.

Des frais d'accès au service, dont le montant figure en annexe de ce règlement, vous seront facturés.

La signature du contrat d'abonnement confirme l'acceptation des conditions particulières du contrat et du règlement du Service de l'Eau et vaut accusé de réception.

Votre contrat prend effet à la date :

- soit de l'entrée dans les lieux (si l'alimentation en eau est déjà effective),
- soit d'ouverture de l'alimentation en eau.

Vous bénéficiez d'un délai de 14 jours, à compter de la conclusion de votre contrat d'abonnement, pour exercer votre droit de rétractation. Celle-ci doit être notifiée par vous auprès de l'Exploitant du service par courrier recommandé. L'exercice de votre droit de rétractation donnera lieu au paiement de l'eau consommée.

Les indications fournies dans le cadre de votre contrat font l'objet d'un traitement informatique et peuvent être communiquées aux entités contribuant au Service de l'Eau. Vous serez invités à autoriser l'utilisation de celles-ci lors de la signature du contrat d'abonnement. Vous disposez à tout moment d'un droit d'accès et de rectification relatifs à vos informations personnelles.

2•2 La résiliation du contrat

Votre contrat est souscrit pour une durée indéterminée.

Vous pouvez le résilier à tout moment par téléphone ou par écrit (courrier ou internet), avec un préavis de 8 jours. La facture d'arrêt de compte, établie à partir du relevé de votre consommation d'eau, vous est alors adressée.

A défaut de résiliation, vous pouvez être tenu au paiement des consommations effectuées après votre départ.

En cas de déménagement, l'alimentation en eau est généralement maintenue si votre successeur s'est fait connaître et s'il emménage dans un délai court.

Conseil : en partant, vous devez fermer le robinet d'arrêt du compteur ou demander, en cas de difficulté, l'intervention de l'Exploitant du service.

L'Exploitant du service peut pour sa part résilier votre contrat :

- si vous n'avez pas réglé votre facture dans les 6 mois,
- si vous ne respectez pas les règles d'usage du service,
- lors de votre départ, vous n'avez pas procédé à la résiliation de votre contrat, ni communiqué à l'Exploitant du service votre nouvelle adresse.

2•3 Ensembles immobiliers

Tout ensemble immobilier (résidences de tourisme, villages résidentiels de tourisme, villages et maisons familiales, de vacances, campings, immeubles collectifs, lotissements, casernes, etc...) équipé d'un compteur unique donnera lieu à l'application d'une partie fixe dont le montant sera calculé en multipliant le montant unitaire ci-dessus par le nombre de lots ou de subdivisions susceptibles de faire l'objet d'une occupation privative (appartements, bungalows, bureaux, magasins, atelier, etc...), composant l'ensemble immobilier.

2•4 L'individualisation des contrats en immeuble collectif d'habitation et ensemble immobilier de logements

Les propriétaires ou représentants des immeubles peuvent demander l'individualisation des contrats d'abonnement au Service de l'Eau. Le Service de l'Eau procède à cette individualisation dans le respect des prescriptions techniques et administratives indiquées en annexe du règlement du service et communiquées sur simple demande.

Si le contrat d'individualisation est résilié, les contrats individuels le sont aussi de plein droit et le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires souscrit alors, pour l'immeuble, un contrat unique au Service de l'Eau.

Les installations situées entre le compteur général (compteur d'immeuble) et les compteurs individuels sont privatives.

2•5 La protection de vos données personnelles

Les indications fournies dans le cadre de votre contrat font l'objet d'un traitement informatisé en France métropolitaine par le Directeur des consommateurs de l'Exploitant du service aux fins de gestion de votre contrat d'abonnement et du Service de l'Eau.

Les informations recueillies pour la fourniture du service sont conservées pendant une durée maximale de 4 ans après le terme de votre contrat d'abonnement. Elles sont traitées par le service consommateurs de l'Exploitant du Service et ses sous-traitants : accueil téléphonique, réalisation des interventions, facturation, encaissement, recouvrement, gestion des contentieux. Elles sont également destinées aux entités contribuant au Service de l'Eau.

Vous bénéficiez du droit d'accès, de rectification, de suppression, de portabilité, de limitation, d'opposition au traitement de vos données, prévu par la Loi. Ce droit s'exerce auprès du service consommateurs de l'Exploitant du service par courrier ou par internet.

L'Exploitant du service dispose d'un Délégué à la Protection des données joignable par mail dont l'adresse est indiquée en annexe

Vous pouvez par ailleurs faire part de toute réclamation portant sur la protection de vos données personnelles auprès de auprès de la commission nationale informatique et liberté (CNIL) à l'adresse suivante : www.cnil.fr.

3 Votre facture

Vous recevez, en règle générale, 2 factures par an. Quand la facture n'est pas établie à partir de votre consommation réelle, elle est alors estimée.

3•1 La présentation de la facture

Le Service de l'Eau est facturé sous la rubrique « Distribution de l'eau ».

Cette rubrique comprend une part revenant à l'Exploitant du service et une part revenant à la Collectivité. Elle couvre l'ensemble des frais de fonctionnement du Service de l'Eau et des charges d'investissement.

Les montants facturés se décomposent en une part fixe (abonnement) et une part variable. La part variable est calculée en fonction de votre consommation d'eau.

Outre la rubrique Distribution de l'eau, la facture comporte également des sommes perçues pour le compte d'autres organismes (Agence de l'Eau, ...).

Votre facture peut aussi inclure une troisième rubrique pour le Service de l'Assainissement Collectif ou Non Collectif.

Tous les éléments de votre facture sont soumis à la TVA au taux en vigueur.

La présentation de votre facture sera adaptée en cas de modification de la réglementation en vigueur.

3•2 L'actualisation des tarifs

Les tarifs appliqués sont fixés et actualisés :

- selon les termes du (des) contrat(s) de délégation de service public pour la part revenant à l'(les) Exploitant(s) du service,
- par délibération de la (des) Collectivité(s), pour la part qui lui (leur) est destinée,
- sur notification des organismes pour les redevances leur revenant.

Si de nouveaux frais, droits, taxes, redevances ou impôts étaient imputés au Service de l'Eau, ils seraient répercutés de plein droit sur votre facture.

La date d'actualisation des tarifs pour la part revenant à l'Exploitant du service est fixée pour que le prix soit connu avant le début de votre période de consommation.

Vous êtes informé au préalable des changements significatifs de tarifs ou, au plus tard, à l'occasion de la première facture appliquant le nouveau tarif. Les tarifs sont tenus à votre disposition par l'Exploitant du service

3•3 Le relevé de votre consommation d'eau

Le relevé de votre consommation d'eau est effectué une ou deux fois par an. Vous devez, si nécessaire, faciliter l'accès des agents de l'Exploitant du service chargés du relevé de votre compteur.

Si votre compteur est équipé du dispositif technique adapté, le relevé s'effectue à distance. Vous devez néanmoins faciliter l'accès des agents de l'Exploitant du service chargés de l'entretien et du contrôle périodique de votre compteur et des équipements associés de transfert d'informations placés en propriété privée.

Si, au moment du relevé, l'agent de l'Exploitant du service ne peut accéder à votre compteur du fait de votre absence, vous êtes invité à transmettre le relevé par carte auto relevé, SMS, site internet, serveur vocal. Sans possibilité de relevé de l'index du compteur, votre consommation est provisoirement estimée sur la base de celle de la période antérieure équivalente ou sur la base du relevé effectué par vos soins et transmis à l'Exploitant du service. Votre compte sera alors régularisé à l'occasion du relevé suivant.

Si le relevé de votre compteur ne peut être effectué durant deux périodes consécutives, vous êtes invité par lettre à permettre le relevé à vos frais dans un délai de 8 jours.

Pour les compteurs équipés d'un dispositif de relevé à distance, en cas d'écart manifeste entre les valeurs fournies par le dispositif et le relevé direct, ce dernier est pris en compte pour le calcul de votre consommation.

En cas d'arrêt du compteur, la consommation de la période en cours est supposée être égale à celle de la période antérieure équivalente, sauf preuve du contraire apportée par vos soins ou par l'Exploitant du service.

Vous pouvez contrôler vous-même la consommation indiquée au compteur :

- soit, par lecture directe de votre compteur,
- soit, si votre compteur est équipé du dispositif technique adapté, par lecture à distance.

En cas de consommation anormalement élevée (plus du double de la consommation moyenne des trois dernières années), l'Exploitant du service doit vous en informer au plus tard lors de l'envoi de la facture établie d'après ce relevé. S'il s'agit d'une fuite après compteur autre que celles dues à des appareils ménagers ou des équipements sanitaires ou de chauffage, vous pouvez demander un dégrèvement partiel dans le mois qui suit l'information de cette surconsommation, sous réserve :

- que cette consommation excède le double de la consommation moyenne des trois dernières années,
- de produire une attestation d'une entreprise compétente indiquant la localisation de la fuite et la date de sa réparation,
- de ne pas avoir fait de demande de dégrèvement de votre consommation pour fuite dans les cinq années précédentes.

L'Exploitant du service est autorisé à procéder à tout contrôle nécessaire.

3•4 Les modalités et délais de paiement

Le paiement doit être effectué avant le délai de 15 jours après la date d'exigibilité mentionnée sur la facture et selon les modalités indiquées. Aucun escompte n'est appliqué en cas de paiement anticipé.

Votre facture comprend un abonnement dont les modalités de paiement et la périodicité figurent en annexe de ce règlement. En cas de période incomplète (début ou fin d'abonnement en cours de période de consommation), il vous est facturé ou remboursé prorata temporis.

Votre consommation est facturée à terme échu. Pour chaque période sans relevé, le volume facturé est estimé à partir de la consommation de l'année précédente.

Vous pouvez régler votre facture par :

- Espèces par mandat-compte auprès des bureaux de poste (les frais ont pris en charge par l'Exploitant du service)
- Chèque bancaire adressé par courrier,
- TIP, adressé par courrier,
- Prélèvement automatique à échéance ou mensuel, si vous avez souscrit à ce service,
- Carte bancaire en ligne sur le site internet de l'Exploitant du service,

Vous pouvez demander le paiement fractionné par prélèvements mensuels. Vous recevez alors une facture établie après le relevé de votre compteur.

Dans tous les cas, la tarification appliquée reste la même.

En cas de difficultés de paiement du fait d'une situation de précarité ou de surendettement, vous êtes invité à en faire part à l'Exploitant du service sans délai, pour obtenir les renseignements utiles à l'obtention d'une aide financière, en application de la réglementation en vigueur. Lorsque vous apportez la preuve du dépôt du dossier de demande d'aide auprès des services compétents, toute mesure de poursuite pour impayé est suspendue jusqu'à ce que les services compétents aient statué.

En cas d'erreur dans la facturation, vous pouvez bénéficier après étude des circonstances :

- d'un paiement échelonné si votre facture a été sous-estimée ou en cas de surconsommation due à une fuite,
- d'un remboursement sous un délai de 15 jours ou d'un avoir à votre choix, si votre facture a été surestimée.

3•5 En cas de non paiement

Si, à la date limite indiquée, vous n'avez pas réglé votre facture, il vous est adressé à vos frais une lettre de relance simple. En cas de non paiement dans le délai indiqué par la lettre de relance simple, une lettre de rappel valant mise en demeure vous est adressée à vos frais. Les tarifs des frais de relance correspondant sont fixés à l'annexe au règlement du service. Des frais de recouvrement, dont le tarif est fixé en annexe du règlement du service, vous seront appliqués et des intérêts de retard au taux légal pourront vous être appliqués le cas échéant.

En outre, après l'envoi d'une lettre de rappel valant mise en demeure restée sans effet dans le délai mentionné, vous vous exposez au recouvrement des sommes dues par voie contentieuse et des poursuites peuvent être engagées à votre rencontre devant les juridictions compétentes.

Les frais de relance et de contentieux restent à votre charge sauf si vous justifiez d'une situation de précarité ou de surendettement et avez déposé un dossier de demande d'aide en conséquence auprès des services compétents. La suspension des frais reste soumise à l'acceptation d'un tel dossier par les services compétents

3.6 Réclamations

Toute réclamation concernant la facturation ou la qualité du service doit être adressée par écrit à l'Exploitant du Service à l'adresse figurant sur votre facture.

3.7 Le contentieux de la facturation

Le contentieux de la facturation est du ressort du tribunal judiciaire de proximité du ressort de votre domicile. Préalablement à toute instance judiciaire, vous pouvez saisir le médiateur de l'eau à l'adresse internet www.mediation-eau.fr

4 Le branchement

On appelle "branchement" le dispositif qui va de la prise d'eau sur la conduite de distribution publique jusqu'au système de comptage inclus

4.1 La description

Le branchement public comprend les éléments suivants :

- un dispositif de raccordement au réseau public d'eau,
- une canalisation qui peut être située tant en domaine public qu'en propriété privée,
- le point de livraison regroupant en général, le robinet d'arrêt avant compteur, le compteur (**joint après compteur inclus**). Le compteur peut être disposé dans un regard ou coffret.
- des éventuels équipements de relevé à distance et de transfert d'informations (modules intégrés ou déportés, répéteurs...),
- un réducteur de pression, si celui-ci a été installé par le Service de l'eau.

Les installations privées commencent à la sortie du compteur. l'installation d'un dispositif de protection anti-retour d'eau d'un robinet après compteur, et un réducteur de pression éventuels reste à votre charge et vous devez en assurer l'entretien.

Suivant la nature et l'importance des risques de retour d'eau vers le réseau public, l'Exploitant du service peut demander au propriétaire ou au syndicat des copropriétaires d'installer un dispositif spécifique de protection contre les retours d'eau, d'un niveau adapté à la nature des risques, en plus du dispositif de protection qui fait partie du branchement. Pour un immeuble collectif ou un ensemble immobilier de logements, le compteur du branchement est le compteur général d'immeuble.

4.2 L'installation et la mise en service

Le branchement est établi après acceptation de la demande par l'Exploitant du service et après accord avec vous sur l'implantation et la mise en place de l'abri du compteur. Celui-ci est placé le plus près possible de la limite entre le domaine public et le domaine privé.

Les travaux d'installation sont réalisés par l'Exploitant du service ou sous son contrôle lorsqu'ils sont réalisés par une autre entreprise, à l'exception des dispositifs spécifiques de protection contre les retours d'eau (hormis le dispositif de protection qui fait partie du branchement) et, pour des raisons de sécurité sanitaire, du piquage sur la conduite publique.

Le compteur est installé si nécessaire dans un abri spécial conforme aux règles de l'art (assurant notamment la protection contre le gel et les chocs). Cet abri est réalisé aux frais du propriétaire ou du syndicat des copropriétaires, soit par ses soins, soit par l'Exploitant du service.

Les travaux d'installation ne comprennent pas le percement et le rebouchage du mur de façade, ni toutes les autres démolitions, transformations et réfections à effectuer pour permettre la mise en place du branchement, sauf mention contraire sur le devis. Le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires doit faire procéder à l'exécution de ces travaux et cela, à ses frais, risques et périls.

Nul ne peut déplacer l'abri ni modifier l'installation ou les conditions d'accès au compteur et, le cas échéant, aux équipements associés de transfert d'informations, sans autorisation de l'Exploitant du service.

Le branchement est établi de manière à permettre son fonctionnement correct dans des conditions normales d'utilisation.

L'Exploitant du service peut différer l'acceptation d'une demande de branchement ou limiter le débit de celui-ci, si l'importance de la consommation nécessite des travaux de renforcement ou d'extension du réseau public existant. Ces travaux sont réalisés par la Collectivité aux conditions définies pour chaque cas particulier.

La mise en service du branchement est effectuée par l'Exploitant du service, seul habilité à manœuvrer les robinets de prise d'eau sur la conduite de distribution publique.

4.3 Le paiement

Tous les frais nécessaires à l'établissement du branchement (travaux, fournitures, occupation et réfection des chaussées et trottoirs) sont à la charge du propriétaire ou du syndicat des copropriétaires.

Avant l'exécution des travaux, l'Exploitant du service établit un devis en appliquant les tarifs fixés sur le bordereau de prix annexé au(x) contrat(s) de délégation du service public et actualisés en application du (des) contrat(s).

Un acompte sur les travaux doit être réglé à la signature du devis dans les conditions fixées à l'annexe au règlement du service, le solde devant être acquitté avant le délai de 15 jours après la date indiquée sur la facture établie à la livraison des travaux. En cas de défaut de paiement du solde de la facture dans le délai imparti, l'Exploitant du service poursuit le règlement par toutes voies de droit.

4•4 L'entretien et le renouvellement

L'Exploitant du service prend à sa charge les frais d'entretien, de réparations et les dommages pouvant résulter de l'existence du branchement dans sa partie publique.

En revanche, l'entretien ne comprend pas :

- la remise en état des aménagements réalisés en propriété privée postérieurement à l'installation du branchement (reconstitution de revêtement, de maçonnerie, de jardin ou espaces aménagés...),
- le déplacement ou la modification du branchement à la demande du propriétaire ou du syndicat des copropriétaires,
- les réparations résultant d'une faute de votre part.

Les frais occasionnés par ces interventions sont à la charge du propriétaire ou du syndicat des copropriétaires.

Vous êtes chargé de la garde et de la surveillance de la partie du branchement située en propriété privée (compteur et équipements de relevé à distance compris). En conséquence, l'Exploitant du service n'est pas responsable des dommages, notamment aux tiers, résultant d'un sinistre survenant en propriété privée et lié à un défaut de garde ou de surveillance.

4•5 La fermeture et l'ouverture

Les frais de déplacement pour la fermeture et l'ouverture de l'alimentation en eau, dont le montant figure en annexe de ce règlement de service, sont à votre charge. Ils sont fixés forfaitairement pour chaque déplacement.

La fermeture de l'alimentation en eau ne suspend pas le paiement de l'abonnement, tant que le contrat n'a pas été résilié. Afin d'éviter les accidents sur les installations privées, la réouverture du branchement est effectuée en votre présence ou à défaut si vous avez autorisé expressément par écrit l'Exploitant du service à la réaliser en votre absence et attesté avoir fermé soigneusement tous les robinets de votre installation intérieure.

4•6 raccordement au réseau public des lotissements

Les réseaux de distribution d'eau potable destinés à alimenter, à partir du réseau public, les habitations et autres locaux faisant partie d'un lotissement ou d'une opération groupée de construction sont mis en place dans les conditions suivantes, à défaut de ne pouvoir être raccordées :

- la réalisation de la partie de ces réseaux situés sur les espaces communs, notamment sous la voirie, est soumise à l'approbation de l'Exploitant du service. Les travaux sont effectués par et au frais de l'aménageur. Les installations devront être conformes à l'ensemble des normes techniques et en particulier au fascicule N° 71 du Cahier des Clauses Techniques Générales. L'Exploitant du Service est habilité à assurer le contrôle de la bonne réalisation.

- les essais de pression, à la charge de l'aménageur, doivent être réalisés en présence de l'Exploitant du service. La désinfection des conduites doit être réalisée par l'aménageur et à ses frais selon la réglementation en vigueur. Celui-ci devra réaliser un prélèvement et une analyse de conformité sanitaire (bactériologie) par un laboratoire agréé et fournir le bulletin d'analyse à l'Exploitant du service avant tout raccordement au réseau public.

- la réception des réseaux de distribution d'eau potable aura lieu en présence de l'Exploitant du service qui consignera les réserves nécessaires en cas de non respect des conditions définies ci-dessus,

- pour des raisons de sécurité sanitaire le raccordement au réseau public et la mise en service sont assurés par l'Exploitant du service aux frais de l'aménageur.

La rétrocession des installations au domaine public ne pourra être réalisée qu'après la levée des réserves.

L'Exploitant du service peut refuser la fourniture de l'eau lorsque le réseau n'a pas été réalisé conformément aux dispositions qui précèdent.

5 Le compteur

On appelle "compteur" l'appareil qui permet de mesurer votre consommation d'eau. Il est d'un modèle agréé par la réglementation en vigueur.

Votre compteur peut être équipé d'un dispositif de relevé à distance.

5•1 Les caractéristiques

La propriété des compteurs d'eau ainsi que des équipements de relevé à distance est précisée à l'annexe au règlement du service.

Lorsqu'ils sont placés en propriété privée, vous en avez la garde au titre de l'article 1242 du Code Civil.

Le calibre du compteur est déterminé par l'Exploitant du Service en fonction des besoins que vous déclarez. S'il s'avère que votre consommation ne correspond pas à ces besoins, l'Exploitant du service remplace, à vos frais, le compteur par un compteur d'un calibre approprié.

L'Exploitant du service peut, à tout moment, remplacer à ses frais votre compteur par un compteur équivalent. Vous devez, si nécessaire, faciliter l'accès des agents de l'Exploitant du service au compteur et équipements de relevé à distance.

5.2 L'installation

Le compteur et les équipements éventuels de relevé à distance (pour un immeuble collectif ou un ensemble immobilier de logements, le compteur général d'immeuble) sont généralement placés en propriété privée, aussi près que possible du domaine public (sauf autorisation expresse de l'Exploitant du service). Il est situé dans la mesure du possible à l'extérieur des bâtiments (ou sinon, à l'intérieur, dans un local parfaitement accessible pour toute intervention).

Lorsque votre compteur est équipé d'un dispositif de relevé à distance, l'installation en propriété privée d'appareils de transfert d'informations (répéteurs, concentrateurs) peut être nécessaire et vous êtes tenus d'en faciliter l'installation.

Dans le cas où le branchement doit traverser une voie privée entre le domaine public et votre immeuble, le compteur sera installé en limite du domaine public avec l'accord des riverains empruntant cette voie.

Dans un immeuble collectif ou un ensemble immobilier de logements, votre compteur individuel, installé conformément aux prescriptions techniques annexées, doit être accessible pour toute intervention.

5.3 La vérification

L'Exploitant du service peut procéder, à ses frais, à la vérification du compteur aussi souvent qu'il le juge utile. Vous pouvez demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications de votre compteur. Le contrôle est effectué sur place, en votre présence, par l'Exploitant du service sous forme d'un jaugeage (pour les compteurs de 15 ou 20 millimètres de diamètre).

En cas de contestation et après avoir pris connaissance des frais susceptibles d'être portés à votre charge, vous pouvez demander la dépose du compteur, en vue de sa vérification par un organisme agréé.

Si le compteur est reconnu conforme aux spécifications de précision en vigueur, les frais de vérification sont à votre charge. Vous pouvez bénéficier toutefois d'un échelonnement de paiement si votre consommation a été exceptionnellement élevée.

Si le compteur se révèle non conforme aux spécifications de précision en vigueur, les frais de vérification sont à la charge de l'Exploitant du service. La consommation antérieure est alors rectifiée.

5.4 L'entretien et le renouvellement

L'entretien et le renouvellement du compteur ainsi que des équipements éventuels de relevé à distance sont assurés par l'Exploitant du service, à ses frais.

Lors de la pose de votre compteur et/ou des équipements de relevé à distance, l'Exploitant du service vous informe des précautions particulières à prendre pour assurer sa protection (notamment contre le gel). Vous êtes tenu pour responsable de la détérioration du compteur et/ou des équipements de relevé à distance, s'il est prouvé que vous n'avez pas respecté ces consignes de sécurité.

Si votre compteur et/ou les équipements de relevé à distance a (ont) subi une usure normale ou une détérioration dont vous n'êtes pas responsable, il(s) est (sont) réparé(s) ou remplacé(s) aux frais de l'Exploitant du service.

En revanche, il(s) est (sont) réparé(s) ou remplacé(s) à vos frais dans les cas où :

- le plomb ou la bague de scellement a été enlevé,
- il(s) a (ont) été ouvert(s) ou démonté(s),
- il(s) a (ont) subi une détérioration anormale (incendie, introduction de corps étrangers, défaut de protection contre le gel et les retours d'eau chaude, chocs extérieurs, etc).

6 Vos Installations privées

On appelle "installations privées", les installations de distribution situées au-delà du compteur (ou compteur général d'immeuble).

6.1 Les caractéristiques

La conception et l'établissement des installations privées sont exécutés à vos frais et par l'entrepreneur de votre choix.

Les installations privées ne doivent présenter aucun inconvénient pour le réseau public et doivent être conformes aux règles d'hygiène applicables aux installations de distribution d'eau destinée à la consommation humaine, ainsi qu'aux règles d'usage du service.

Des prescriptions techniques particulières sont applicables aux installations privées d'un immeuble collectif d'habitation ou d'un ensemble immobilier de logements ayant opté pour l'individualisation des contrats.

Lorsque les installations privées sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes à la réglementation en vigueur, l'Exploitant du service, l'autorité compétente en matière sanitaire ou tout autre organisme mandaté par la Collectivité peuvent avec votre accord procéder au contrôle des installations.

L'Exploitant du service se réserve le droit d'imposer la modification d'une installation privée risquant de provoquer des perturbations sur le réseau public. Si, malgré une mise en demeure de modifier les installations, le risque persiste, l'Exploitant du service peut limiter le débit du branchement ou le fermer totalement, jusqu'à la mise en conformité des installations. De même, l'Exploitant du service peut refuser l'installation d'un branchement ou la desserte d'un immeuble tant que les installations privées sont reconnues défectueuses.

Lorsque des installations privées sont alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique (puits, irrigation), vous devez en avertir l'Exploitant du service. Toute communication entre ces installations et les canalisations de la distribution publique est formellement interdite.

6.2 La vérification des installations

L'Exploitant du service procède au contrôle périodique de conformité des installations privées de distribution d'eau issue de puits, forages ou installations de réutilisation des eaux de pluie. La période entre deux contrôles ne peut excéder 5 ans. La date du contrôle est fixée en accord avec vous. Vous êtes tenu de permettre l'accès à vos installations privées aux agents de l'Exploitant du service chargés du contrôle et d'être présent ou de vous faire représenter lors du contrôle. Le coût du contrôle est à votre charge et est indiqué en annexe de ce règlement. Si le rapport de visite qui vous est notifié à l'issue du contrôle fait apparaître des défauts de conformité de vos installations, l'Exploitant du service vous indique les mesures à prendre dans un délai déterminé. A l'issue de ce délai, l'Exploitant du service peut organiser une nouvelle visite de contrôle. A défaut de mise en conformité, l'Exploitant du service peut, après mise en demeure procéder à la fermeture de votre alimentation en eau potable si un risque pour la qualité sanitaire de l'eau fournie aux autres abonnés du réseau public est avéré.

6•3 L'entretien et le renouvellement

L'entretien, le renouvellement et le maintien en conformité des installations privées n'incombent pas à l'Exploitant du service. Celui-ci ne peut être tenu pour responsable des dommages causés par l'existence ou le fonctionnement des installations privées ou par leur défaut d'entretien, de renouvellement ou de maintien en conformité.

6•4 Les installations privées de lutte contre l'incendie

Pour alimenter les installations privées de lutte contre l'incendie, le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires doit demander l'établissement d'un branchement spécifique à l'Exploitant du Service. Sa réalisation doit être compatible avec le fonctionnement du réseau public et avoir obtenu l'accord du service de lutte contre l'incendie. Le branchement est équipé d'un compteur et fait l'objet de la souscription d'un contrat d'abonnement au Service de l'Eau, indiquant notamment le débit maximal disponible.

Le réseau d'alimentation en eau des installations de lutte contre l'incendie, raccordé à un branchement spécifique, doit être totalement isolé des autres installations de distribution d'eau et conçu de façon à éviter tout retour d'eau vers le réseau public. Lorsqu'un exercice de lutte contre l'incendie est prévu sur les installations privées, vous devez en informer l'Exploitant du service trois jours ouvrables à l'avance. De même, en cas d'incendie, l'Exploitant du service doit en être immédiatement informé sans que cette information puisse engager sa responsabilité dans la lutte contre l'incendie.

6•5 Prévention des retours d'eau

En vue de la protection du réseau public de distribution d'eau contre les retours d'eau, vous devez indiquer à l'Exploitant du service quel est votre usage de l'eau (domestique ou professionnelle) lors de la demande d'abonnement :

- usage domestique : l'Exploitant du service installera à vos frais un clapet anti-retour à l'aval immédiat du compteur dans le cas d'un branchement neuf. Vous devrez en assurer l'entretien régulier et la bonne garde. Dans le cas d'un branchement existant, l'Exploitant du service installera le clapet anti-retour lors du renouvellement de votre compteur, si l'emplacement le permet. Vous devrez en assurer l'entretien et la bonne garde de la même façon.

- usage professionnel ou technique : la pose d'un dispositif supérieur au clapet anti-retour à l'aval du compteur pourra être exigée par l'Exploitant du service lors de votre demande d'abonnement afin de protéger le réseau public. Le dispositif de protection sera installé par vos soins et devra être exploité conformément aux dispositions du Règlement Sanitaire Départemental ou des textes lui étant substitués. Les disconnecteurs devront en particulier faire l'objet d'une visite annuelle à vos frais par une entreprise agréée.

Fait et délibéré à Saurmoulou le 10 / 03 / 20

Le Président



ANNEXE AU REGLEMENT DU SERVICE EAU POTABLE DU SIAEP

TARIFS au 01/01/2020

Les tarifs ci-dessous varient chaque année en fonction de l'évolution du tarif de base de la part du délégataire figurant au contrat de Délégation de Service Public. Sur simple appel téléphonique auprès de l'Exploitant du service, vous pouvez prendre connaissance des derniers tarifs en vigueur.

Abonnement payable d'avance	Semestriel
Modalités de facturation Les dates de facturation peuvent différer des dates indiquées et seront harmonisées progressivement	janvier : abonnement pour le semestre en cours et consommation entre les deux derniers relevés de compteur ou consommation estimée sur la base de la consommation de la période antérieure si le relevé n'est pas effectué juillet : abonnement pour le semestre en cours et consommation entre les deux derniers relevés de compteur ou consommation estimée sur la base de la consommation de la période antérieure si le relevé n'est pas effectué
Pourcentage de l'acompte pour travaux de branchement	100% du devis
Frais d'accès au service	55,00 € HT
Frais de relance simple en cas de retard de paiement*	4,00 € HT
Frais de mise en demeure en cas de non-paiement après relance simple*	12,00 € HT
Frais de recouvrement en cas de non-paiement dans le délai de la mise en demeure*	12,00 € HT
Frais pour fermeture/ouverture de branchement avec déplacement	63,00 € HT
Frais pour relevé de compteur suite à non relevé sur 2 périodes consécutives.	63,00 € HT
Frais pour jaugeage de compteur à votre demande, avec déplacement	63,00 € HT
Vérification d'un compteur de 15 mm ou 20 mm à votre demande avec un compteur pilote ou une jauge calibrée.	Sur devis établi sur la base du bordereau des prix
Expertise du compteur par un banc agréé S.I.M	Sur devis établi sur la base du bordereau des prix
Remplacement de compteur gelé, détérioré ou disparu	Sur devis établi sur la base du bordereau des prix
Propriété des compteurs d'eau et des équipements de relevé à distance	Collectivité
Contrôle des installations de ré-utilisation des eaux de pluie	75,00 € HT/contrôle
Frais de contrôle des installations privées d'alimentation en eau	125,00 € HT/contrôle
Individualisation des compteurs : Visite technique de conformité des installations :	Sur devis établi sur la base du bordereau des prix
Analyses de la qualité de l'eau et frais de prélèvement	Facturés selon le tarif officiel fixé par arrêté ministériel majoré de 20% %

* ces frais ne sont pas facturés si vous avez déposé un dossier d'aide en cas de précarité ou de surendettement auprès des services compétents et que celui-ci est recevable

ANNEXE : Exploitant du service :

Communes de :

ANDOINS, ARTIGUELOUTAN, BARZUN, ESPECHEDÉ, ESPOEY, GER, GOMER, HOURS, IBOS, LAMARQUE-PONTACQ, LEE, LIMENDOUS, LIVRON, LOURENTIES, LUCGARIER, NOUSTY, OUIILLON, OUSSE, PONTACQ, SENDETS, SOUMOULOU.

BEDEILLE, ESCAUNETS, GARDERES, LUQUET, SERON, VILLENAVE PRES BEARN

ANOYE, ARRICAU-BORDES, BASSILLON-VAUZE, CASTILLON, CORBERE-ABERES, COSLEDAA-LUBE-BOAST, ESCURES, GAYON, GERDEREST, LALONGUE, LANNECAUBE, LEMBEYE, LESPIELLE, LUC-ARMAU, LUCARRE, LUSSAGNET-LUSSON, MASPIE-LALONQUERE-JUILLACQ, MOMY, MONASSUT-AUDIRACQ, PEYRELONGUE-ABOS, SAMSONS-LION, SEMEACQ-BLACHON, SIMACOURBE.

AAST, BENTAYOU-SEREE, CASTEIDE DOAT, CASTERA-LOUBIX, LABATUT, LAMAYOU, MAURE, MONSEGUR, MONTANER, PONSON-DEBAT-POUTS, PONSONS-DESSUS, PONTIACQ-VIELLEPINTE

SATEG

1004 rue de la Vallée d'Ossau

64 121 SERRES CASTET

05 62 90 08 40

<https://www.sateg-eau.com/>

délégué à la protection des données personnelles :

Communes de :

ARROSES, AURIONS-IDERNES, BETRACQ, CROUSEILLES, LASSERRE, MONCAUP, MONPEZAT.

VEOLIA Eau

ZAC du Parc des Pyrénées

Rue du Neouvielle, 65420 Ibos

<https://www.service.eau.veolia.fr/home.html>

délégué à la protection des données personnelles : veolia-eau-France.dpo@veolia.com

Acte certifié exécutoire



- Par publication ou notification le 17/03/2020

- Par transmission au Contrôle de Légalité le 17/03/2020

Annexe 2

Convention de fourniture d'eau (Périmètre Crouseilles)

DEPARTEMENT DES PYRENEES-ATLANTIQUES DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES

SYNIDCAT d'EAU et d'ASSAINISSEMENT BEARN BIGORRE

CONVENTION DE FOURNITURE D'EAU AU PERMIETRE DE CROUSEILLES

ENTRE :

Le **Syndicat d'Eau et d'Assainissement BEARN BIGORRE**, représenté par son Président, Monsieur **Alain TREPEU**, dûment accrédité à la signature des présentes par délibération du Conseil Syndical en date du, 16/12/2020 désignée dans le texte qui suit par l'appellation "le SEABB",

d'une part,

ET :

La **Société SATEG**, Sociétés par Actions de Travaux d'Etude et de Gestion, au capital de 40 000 euros, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Tarbes sous le numéro B 672 780 426, dont le Siège social est au 1004 Rue de la Vallée d'Ossau, BP 70239, Serres-Castet, 64811 Aéropole Pyrénées, représentée par Monsieur, Directeur, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués, désignée dans le texte qui suit par l'appellation « **Le Déléataire du Vic Bilh** » ;

La **Société VEOLIA Eau- Compagnie Générale des Eaux**, Société en Commandite par actions dont le siège social est à PARIS (75008) 21 rue de la Boétie, Représentée par M Philippe BERNAT, Directeur du Territoire Pyrénées-Gascogne, agissant au nom et pour le compte de la Société, désignée dans le texte qui suit par l'appellation « **Le Déléataire de Crouseilles** » ;

d'autre part.

PREAMBULE

Le Syndicat d'adduction d'eau potable de Crouseilles a conclu un contrat de délégation de service public avec la société VEOLIA-Eau pour la gestion du service à effet du 1^{er} janvier 2010 et s'achevant le 31 décembre 2021.

Une convention d'achat d'eau conclue en 2005 entre le SIAEP de Crouseilles et le SIAEP de Lembeye prévoit la fourniture partielle de l'eau distribuée aux abonnés du SIAEP de Crouseilles par import depuis celui-ci. La Société VEOLIA Eau a été subrogée dans les droits et obligations du SIAEP de Crouseilles relatifs à l'achat d'eau à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de délégation de service public. La convention peut être prorogée par tacite conduction jusqu'à une durée de 20 ans.

Le SIAEP du Vic Bilh, issu de la fusion des SIAEP de Lembeye et des Enclaves a conclu un contrat de délégation de service public avec la société SATEG pour la gestion du service à effet du 1^{er} janvier 2017 et s'achevant le 31 décembre 2022.

Depuis cette date, les Syndicats de Crouseilles, du Vic Bilh et de Montaner ont fusionné pour former le Syndicat d'eau et d'assainissement Béarn Bigorre à effet du 1^{er} janvier 2018.

Les collectivités ayant fusionné en une seule, il y a lieu de modifier les conditions de fourniture d'eau entre les deux périmètres.

Article 1. FOURNITURE D'EAU

Le délégataire du Vic Bilh s'engage à fournir au délégataire de Crouseilles, dans la mesure de ses possibilités, l'eau nécessaire aux besoins d'une partie des abonnés du périmètre de Crouseilles (Zones de Moncaup et Aurions).

L'eau fournie proviendra en totalité d'un achat d'eau effectué par le délégataire du Vic Bilh auprès du Syndicat Mixte du Nord-Est de Pau (SMNEP).

L'eau fournie devra répondre à tout moment aux critères de qualité fixée par la réglementation en vigueur.

Le Délégataire de Crouseilles devra assurer, s'il le juge utile, la réduction de pression provenant du réseau du Vic Bilh. Le délégataire du Vic Bilh ne pourra être tenu pour responsable des désordres qui pourraient intervenir du fait d'une élévation de la pression.

Article 2. POINT DE LIVRAISON

Les chambres de comptage et les appareils de comptage seront entretenus par le délégataire du Vic Bilh qui assurera en outre le renouvellement des compteurs. Les compteurs devront constamment s'avérer, tant dans leur conception que dans leur installation, conformes à la réglementation sur les équipements de mesure.

Article 3. TARIFICATION

La fourniture sera assurée en contrepartie du paiement des redevances suivantes par le Délégataire de Crouseilles au délégataire du Vic Bilh sur présentation d'une facture :

a) Part du SEABB

Sans objet.

b) Part du délégataire du Vic Bilh

- Part variable assise sur le volume livré relevé au compteur de vente correspondante au volume acheté au SMNEP :

Prix du mètre cube acheté au SMNEP pour l'année considérée divisé par un coefficient de 0,75 correspondant au rendement du réseau de transit.

Soit $0,4102 / 0,75 = 0,5469 \text{ €/m}^3$

- Part variable assise sur le volume livré relevé au compteur de vente correspondante à l'entretien du réseau de transit entre l'achat d'eau SMNEP et la livraison :

0,0996 € par m³

- Part fixe correspondante à l'entretien et au renouvellement des compteurs de fourniture :

Par compteur de diamètre 80 mm : 66,39 € HT par an

Les prix définis ci-dessus sont définis en valeur au 1^{er} janvier 2020 pour le prix d'achat d'eau SMNEP. Ils varieront chaque année :

- Pour le prix d'achat d'eau au SMNEP, selon le prix défini et communiqué par ce syndicat pour l'année considérée.
- Pour les parts entretien réseau et entretien et renouvellement compteur, les prix seront révisés annuellement par application de la formule de révision figurant au contrat de délégation du service du Vic Bilh.

La TVA et les divers impôts et taxes applicables instituées par l'Etat ainsi que la redevance prélèvement instituée par l'Agence de l'eau Adour Garonne s'ajouteront aux pris définis ci-dessus.

Article 4. RELEVÉ FACTURATION

Les compteurs seront relevés chaque année contradictoirement entre les deux délégataires entre le 1^{er} et le 31 décembre.

L'accès devra être possible pour les deux parties en tout temps. Le délégataire du Vic Bilh sera seul habilité à intervenir sur ses postes de comptage. Il devra tenir informé l'autre partie de toute intervention au moins 1 jour avant.

Le délégataire de Crouseilles peut accéder à tout moment aux compteurs du délégataire du Vic Bilh. Il peut en demander la vérification. Si le compteur fonctionne dans les conditions prévues par le constructeur, les frais entraînés par cette vérification sont à la charge de délégataire de Crouseilles; dans le cas contraire, ils sont à la charge du délégataire du Vic Bilh.

Dans le cas où une non-conformité du compteur serait constatée, le délégataire du Vic Bilh doit immédiatement le réparer ou le remplacer. Le volume d'eau livré est alors évalué, pour la période en cours :

- Soit en appliquant un coefficient de correction au volume indiqué par le compteur s'il a été montré que l'erreur de mesure est de type systématique ;
- Soit sur la base du volume d'eau livré pendant la même période de l'année précédente, éventuellement corrigé en tenant compte de l'évolution des consommations d'eau facturée par le délégataire du Vic Bilh à ses abonnés ;
- Soit, si aucune des deux méthodes précédentes ne peut être mise en œuvre, sur la base de toutes justifications qui seront fournies par chacune des parties

La facturation interviendra au plus tard le 15 janvier de l'année suivante. Le paiement interviendra au plus un mois après la facturation.

Article 5. APPLICATION DUREE

La présente convention est conclue jusqu'à l'expiration des contrats de délégation de service public respective en cours, soit jusqu'au 31 décembre 2022.

La convention s'appliquera dès qu'elle aura acquis son caractère exécutoire.

Article 6. MODIFICATION

La convention présente convention pourra être modifiée ou révisée à l'initiative de l'une des parties dans les cas suivants :

- En cas de modification technique substantielle du circuit de l'eau rendue nécessaire par les conditions d'exploitation et entraînant des frais complémentaires d'exploitation (pompage),
- En cas de modification du point de livraison rendue nécessaire par les conditions d'exploitation,
- Si les tarifs définis à l'Article 3 ont varié de plus de 50 % par rapport aux tarifs de base

Les parties conviennent de se rencontrer dans un délai de un mois à compter de la demande de modification ou de révision.

Article 7. CONVENTION ANTERIEURE

La convention antérieure signée en 2005 est abrogée

A SOUMOULOU, le 21/12/2020

Pour le SEABB

Pour SATEG

syndicat
eau et assainissement
béarn bigorre
Le Président
Alain TREPEU

Pour VEOLIA

Envoyé en préfecture le 29/12/2020

Reçu en préfecture le 29/12/2020

Affiché le



ID : 064-200081396-20201216-50_2020_12-DE

Annexe 3
Détail du calcul du nouveau prix de base d'achat d'eau Pao

DETERMINATION DU PRIX DE BASE D'ACHAT D'EAU
TERME K2 DE LA FORMULE D'ACTUALISATION DES PRIX (Article 80 du contrat)

Origine et tarifs des achats d'eau

Les achats d'eau proviennent du:

	m3 2019
SMNEP	67 448
SIAEP Luy Gabas Lees	18 061
SEABB - Lembeye	21 921
TOTAL	107 430

Le prix d'achat d'eau à gros en base 2021 à considérer est le prix moyen d'achat d'eau conformément à l'article 80 du contrat:

Prix d'achat SMNEP 0,4102 € HT/m3 (1/1/2020)

Prix d'achat SEABB - Lembeye

Le prix d'achat au SEABB (secteur Lembeye) est composé du prix d'achat au SMNEP par cette structure divisé par un coefficient de 0,75 (rendement global des réseaux du secteur de Lembeye)

Au prix de cette fourniture, s'ajoute la rémunération du délégataire du SEABB pour le secteur de Lembeye:

Part SMNEP	0,4102 € HT/m3	/0,75 =	0,5469 € HT/m3	(1/1/2020)
Part SEABB Lembeye	0,0966 € HT/m3			(1/1/2020)
Abonnement	66,3900 € HT/m3			

Prix d'achat SIAEP Luy Gabas Lees

Consommation	0,6040 € HT/m3	(1/1/2020)
Abonnement	185,76 € HT/an	(1/1/2020)

Calcul du prix moyen de référence

Origine	PU				€ HT
SMNEP	0,4102 € HT/m3	x	67 448	=	27 667,17 €
SEABB - Lembeye	0,5469 € HT/m3	x	21 921	=	11 989,33 €
	0,0966 € HT/m3	x	21 921	=	2 117,57 €
	66,39 € HT/an	x	1	=	66,39 €
SIAEP Luy Gabas Lees	0,6040 € HT/m3	x	18 061	=	10 908,84 €
	185,76 € HT/an	x	1	=	185,76 €
TOTAL					52 935,06 €

Prix Moyen : $\frac{52\,935,06\,€}{107\,430} = 0,4927\,€\text{ HT/m3}$

Pao = 0,4927 € HT/m3

Annexe 4
Détermination des nouveaux prix de base en valeur 1/1/2021

Coefficient K1	1/1/2021	1,1088
	Actualisation selon paramètres 1/10/2020	
Coefficient K2	$\frac{0,4416}{0,3744} =$	1,1795
	pour l'année 2021	
Coefficient K = 0,59 K1 + 0,41 K2		1,1378
	Base origine contrat	Nouvelle base
Abonnement	25,00	28,45
Consommation	1,0000	1,1378